

# L'Europe a les yeux rivés sur les élections législatives grecques du 17 juin

Corinne Deloy

J-7  
7 jours avant  
le scrutin

Les électeurs grecs sont appelés aux urnes le 17 juin prochain pour renouveler les 300 membres de la Vouli, chambre unique du Parlement. Après le scrutin du 6 mai dernier, les partis politiques n'ont pas été en mesure de former une coalition gouvernementale. Alors que les deux « grands » partis – Nouvelle démocratie (ND) et le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) – dominaient le pays depuis son retour à la démocratie en 1974, le scrutin a révélé une atomisation de la scène politique : les deux partis n'ont recueilli ensemble que 32,1% des suffrages (77,4% lors des précédentes élections du 4 octobre 2009). La Grèce, déjà en proie à une très grave crise socioéconomique, doit désormais affronter une crise politique. Pour la première fois depuis 1974, les élections législatives ne seront pas dominées par le clivage gauche/droite : le scrutin du 17 juin oppose en effet les partis qui soutiennent le plan de sauvetage du pays de 130 milliards € signé lors du Conseil européen du 27 octobre 2011, qui met en place de nombreuses mesures d'austérité, à ceux qui s'y opposent, ces derniers déclarant néanmoins souhaiter rester membres de la zone euro.

Le souhait de voir le pays rester dans la zone euro est donc commun à l'ensemble des partis politiques qui diffèrent cependant sur la politique à mener pour ce faire : d'un côté, la Nouvelle démocratie, le PASOK, l'Alliance démocratique (DS), Drasi (qui signifie action), soutiennent la politique d'austérité, la libéralisation de l'économie et les réformes structurelles. De l'autre, la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA), le Parti communiste (KKE), la Gauche démocratique (DIMAR) et les Grecs indépendants (AE) sont favorable à un rôle accru de l'Etat, la nationalisation des banques et de certaines entreprises et une politique fiscale expansionniste.

« La Commission et la Banque centrale européennes travaillent à un plan d'urgence dans le cas où la Grèce devrait quitter la zone euro » a déclaré le commissaire européen chargé du Commerce, Karel De Gucht. Le Premier ministre grec sortant (2011-2012), Lucas Papademos, a précisé qu'il n'était pas exclu de planifier un abandon de l'euro par Athènes. « Bien qu'un tel scénario soit peu probable et peu souhaitable pour la Grèce ou pour d'autres pays, on ne peut exclure que des préparatifs soient en cours pour contenir les conséquences potentielles d'une sortie de la Grèce de la zone euro » a-t-il déclaré au quotidien The Wall Street Journal du 23 mai, ajoutant toutefois que celle-ci aurait des « effets catastrophiques ». L'agence de notation Fitch a abaissé la note de long terme de la dette du pays (de B- à CCC) en mentionnant le « risque accru de sortie du pays de la zone euro ». L'agence Standard and Poor's considère qu'il existe un risque sur trois que le pays doive se résoudre à quitter la zone euro dans les prochains mois.

## La Coalition de la gauche radicale

Arrivée 2e lors des élections législatives du 6 mai dernier, la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) veut remettre en cause l'ensemble des mesures d'austérité induites par les plans de sauvetage de mai 2010 et octobre 2011. Le parti souhaite réaliser un audit de la dette publique, nationaliser toutes les banques grecques et s'oppose fermement à la politique d'austérité du Mémoire, contestant le fait que la politique de rigueur soit la condition *sine qua non* de l'appartenance de la Grèce à la zone euro.

« La première décision de notre gouvernement sera d'abroger le Mémoire et les lois qui en découlent. Je ne crois pas que le rejet du programme d'austérité signifierait une sortie de notre pays de la zone euro » a déclaré le leader de Syriza, Alexis Tsipras. « Imaginez la zone euro composée comme une chaîne de 17 maillons : si l'un d'entre eux se rompt, bien sûr, il sera détruit mais la chaîne toute entière également. Il est

par conséquent tout à fait absurde de penser que l'on peut continuer à détruire la Grèce tout en maintenant la zone euro » a-t-il expliqué. Alexis Tsipras propose une relance de l'économie par la consommation, la hausse des pensions de retraites et l'augmentation du salaire minimum à 751 € (contre 586 actuellement), la réduction de la TVA sur les produits alimentaires de base et l'industrie du tourisme, la hausse de l'allocation chômage à 461 €, la suppression des 58 exemptions fiscales accordées aux armateurs, l'institution d'un revenu minimum et d'une couverture sociale universelle, la réorganisation de l'économie par l'Etat : création de 100 000 postes dans le secteur public (éducation et santé notamment), investissements publics pour créer des emplois, création d'un pôle public bancaire pour soutenir les entreprises en difficulté et refus de la privatisation du secteur ferroviaire comme des ports du Pirée et de Thessalonique. Syriza entend cependant poursuivre l'assainissement budgétaire et maintenir le niveau des dépenses sociales à hauteur de 43% du PIB (le Mémorandum les fixe à 39% maximum).

« La contradiction est du côté de ceux qui pensent que le Mémorandum et le maintien dans la zone euro peuvent aller de concert. Le pseudo-dilemme du scrutin du 17 juin prochain n'est pas le pseudo-dilemme euro/drachme mais celui entre l'austérité et l'espoir, entre la continuation d'un désastre qu'est le Mémorandum et l'ouverture d'un autre chemin qui passe par son annulation » a affirmé Alexis Tsipras. Il veut « refonder l'Europe sur la base de la cohésion sociale et de la solidarité ». « Les dirigeants européens ont une responsabilité immense : soit ils acceptent le retour aux années 1930 avec les faillites en chaîne en Europe et la montée inquiétante des mouvements néonazis (le parti néo-nazi Chryssi Avghi (CA, Aube dorée), dirigé par Nikolaos Michaloliakos, a recueilli 6,97% des voix et remporté 21 sièges le 6 mai) soit ils mettent toutes les cartes sur la table et changent de politique » a-t-il indiqué. Selon lui, après le rejet par le peuple des partis soutenant le Mémorandum le 6 mai dernier, Athènes n'est plus tenu par ses créanciers institutionnels. « Le Mémorandum est un texte qui conduit vers l'enfer, il a été annulé par le vote du peuple grec le 6 mai » a souligné Alexis Tsipras, qui a ajouté : « il n'y a rien à négocier dans le Mémorandum car on ne négocie pas l'enfer. Si on veut maintenir une politique monétaire commune, on ne peut pas se contenter de punir les pays endettés et le résultat des élections législatives du 6 mai prouve que l'on ne peut imposer des choix politiques contre la volonté des peuples. Aucun peuple ne peut être conduit à une sorte de suicide volontaire » Si Syriza parvient à remporter le scrutin législatif du 17 juin, il aura cependant des difficultés à constituer une

majorité contre le Mémorandum. Pour l'heure, le Parti communiste se refuse à toute coopération. Le système grec accorde une prime de 50 députés au parti arrivé en tête. Toutefois, celle-ci ne suffit pas à constituer une majorité gouvernementale lorsqu'un parti recueille moins de 20% des suffrages. Le doute qui plane sur la capacité du parti d'Alexis Tsipras à former des alliances et donc à gouverner pourrait donc rendre celui-ci moins attractif aux yeux des Grecs, conscients dans leur majorité que les Européens pourraient décider de suspendre leur aide. Les créanciers d'Athènes semblent prêts à faire un effort – le nouveau président français François Hollande (Parti socialiste, PS) et la chancelière allemande Angela Merkel (Union chrétienne-démocrate, CDU) ont déclaré qu'ils seraient prêts à accepter un étalement des mesures de rigueur demandées à la Grèce – mais aucun d'entre eux ne se montre cependant disposé à abandonner le Mémorandum. Par ailleurs, un effacement de la dette serait de toute façon insuffisant à remettre le pays d'aplomb, celui-ci étant gangrené par la corruption et le clientélisme et l'économie grecque manquant cruellement de compétitivité. Athènes, sauf à s'appauvrir durablement, ne peut faire l'économie de réformes structurelles.

### La difficile campagne des partis traditionnels

Pour les partis traditionnels, il est bien difficile de gagner la confiance du peuple. Ceux-ci font donc campagne sur la peur et tentent de faire comprendre aux électeurs qu'une victoire de Syriza entraînerait à coup sûr une sortie du pays de la zone euro.

Nouvelle démocratie d'Antonis Samaras, (centre-droit) qui avait fait campagne en se centrant sur son électorat traditionnel le 6 mai, a élargi sa base en accueillant en son sein 4 responsables de l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS, qui signifie peuple) dirigée par le journaliste Georgios Karatzaferis et, surtout, a réintégré en son sein l'Alliance démocratique, fondée par Dora Bakoyannis. Il espère ainsi rallier un grand nombre d'indécis qui pourraient effrayer le programme de Syriza et, plus largement, celui des partis opposés au Mémorandum.

« Nous avons appelé à un grand front patriotique afin d'unir tous les citoyens qui ne laisseront pas notre pays être livré au populisme, être mené à la faillite et à l'isolement international et être contraint de quitter l'Europe » a déclaré Antonis Samaras. « Nous défendons l'avenir de notre pays et ses perspectives européennes. Notre but est de sortir le pays de la crise mais de le maintenir au sein de l'Europe et de la zone euro » a-t-il ajouté. « L'objectif est de créer un front national crédible pour renégocier quelques parties du

*Mémorandum* » a affirmé Dora Bakoyannis.

Le PASOK est en retrait dans cette campagne électorale. Il propose un programme en 6 points qui prévoit de ne pas procéder à des réductions de salaires et de pensions de retraites, de protéger les contrats de travail collectifs, d'augmenter la liquidité sur les marchés, de libérer les investissements privés et publics dans les infrastructures, de mettre en œuvre la décision européenne du 27 octobre 2011 relative au paquet d'aide à la Grèce et, enfin, de combattre le chômage des jeunes par la mobilisation de financements provenant du Fonds social européen (FSE). « *Les propositions de Syriza conduisent la Grèce en dehors du système économique mondial* » a déclaré Evangelos Venizelos.

Selon les dernières enquêtes d'opinion, la bataille continue entre la Coalition de la gauche radicale et Nouvelle démocratie. Selon le sondage réalisé par l'institut Public issue, Syriza d'Alexis Tsipras arriverait en tête des élections législatives avec 31,5% des suffrages (et 134 sièges au parlement) devant Nouvelle démocratie, qui recueillerait 25,5% des voix (68 sièges) et le PASOK qui obtiendrait 13,5% des suffrages (36 sièges). En revanche, l'institut MRB crédite le parti d'Antonis Samaras de 23,9% des voix, Syriza de 22,5% et le PASOK de 21,6%.

« *Les enquêtes d'opinion brossent un tableau de la compétition très serrée qui nous attend. Rien n'est gravé dans le marbre, les différences sont trop minimes. Dans un paysage politique aussi fragile, on ne saura rien avant la dernière minute* » indique Dimitris

Mavros, directeur de l'institut MRB. « *Le 6 mai dernier, 6 électeurs sur 10 ont voté pour un parti différent de celui pour lequel ils avaient voté deux et ans et demi auparavant. C'était un vote de protestation. Et selon nos sondages, 25% des électeurs voteront le 17 juin pour un autre parti que celui auquel ils ont donné leur voix il y a trois semaines* » souligne Costas Panagopoulos, directeur de l'institut d'opinion ALCO. Thomas Gerakis, directeur de l'institut d'opinion Marc, prévoit une forte repolarisation du scrutin le 17 juin qui, selon lui, pourrait voir les petits partis disparaître au profit de la Nouvelle démocratie et Syriza. « *Pour les prochaines élections législatives, les enjeux seront différents. Et même si cela reste pour l'instant une hypothèse, je pense que l'on pourrait assister à une nouvelle répartition des forces qui devrait être encore plus surprenante* » a déclaré Thanos Dokos, directeur général de la Fondation hellénique pour la politique étrangère et européenne (Eliamep). Il a ajouté : « *Depuis février dernier, il n'y avait plus de grande manifestation contre la politique du gouvernement. Il a suffi d'un vote pour que la colère s'exprime* ». « *Nous devons espérer que le scrutin permettra de doter le pays d'une majorité capable de former un gouvernement capable d'appliquer les mesures du Mémorandum* » a souligné Gerassimos Moschonas, politologue de l'université Pantéon à Athènes. Enfin, pour le professeur de philosophie politique du King's College de Londres, Stathis Kouvelakis, le pays vit une « *situation cauchemardesque* ». « *La Grèce ressemble de plus en plus à la République de Weimar* » a-t-il souligné. Il craint une « *droitisation de la vie politique grecque* » et le glissement vers un discours de plus en plus hostile aux immigrés.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.